

# GOVERNANCE ET RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE



RAPPORT ANNUEL 2015



# Sommaire

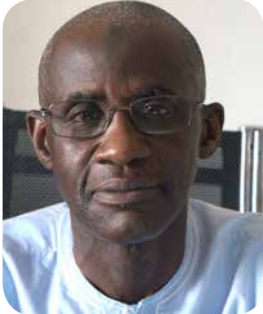
	Mot du Directeur .....	5
1.	Changements climatiques et résilience .....	6
	1.1. Génération de connaissances et secteurs bras de levier .....	7
	1.2. Financement décentralisé et résilience face au changement climatique.....	10
2.	Agriculture durable et sécurité alimentaire.....	13
	2.1. Pour une transition agroécologique en Afrique.....	14
	2.2. Co-formulation de solutions pour un conseil agricole inclusif et efficace dans le bassin de l'Anambé	16
3.	Gouvernance et redevabilité .....	17
	3.1. Mécanismes de reddition des comptes dans la gouvernance foncière .....	18
	3.2. Cours en ligne sur le Contrôle citoyen de l'action publique .....	20
4.	Communication et valorisation des connaissances .....	21
5.	Publication 2015 .....	23
6.	Contribution des partenaires financiers .....	24







## MOT DU DIRECTEUR



**D**eux évènements majeurs ont marqué l'année 2015. Il s'agit de l'adoption de nouveaux objectifs de développement durable (ODD) et de la signature de l'accord de Paris sur les changements climatiques à la COP21. Ils révèlent une prise de conscience forte de la complexité des défis (y compris le défi climatique) qui interpellent l'humanité et de la nécessité d'une action globale commune pour y faire face. Ils auront sans doute une grande influence sur la planification et le financement du développement.

En Afrique de l'Ouest, les nouvelles dynamiques émergentes mettent un accent de plus en plus fort sur la recherche d'une cohérence et d'une articulation entre les objectifs de développement économique et la définition d'une nouvelle gouvernance qui donne plus de responsabilité aux territoires ; échelles pertinentes de mise en œuvre des stratégies de résilience.

Fondant son intervention sur les axes clés de son positionnement stratégique et de sa compétence distinctive, IED Afrique articule sa contribution à la prise en charge des défis soulevés, à travers la génération de connaissances, et l'expérimentation de processus institutionnels et méthodologiques. Nous pensons qu'il existe encore de nouveaux horizons à explorer dans le cadre de ce positionnement stratégique, et notre programme pour l'année 2016 nous y prépare déjà.

Mais nous ne sommes pas seuls. Notre engagement dans un réseau diversifié de partenariat multi-acteurs nous offre une opportunité d'apprentissage mutuel et de génération d'un impact plus durable.

C'est encore une fois de plus, l'occasion de remercier nos partenaires financiers dont l'apport a été déterminant dans la réalisation de nos objectifs. Nous associons nos différents partenaires techniques à ces remerciements.

Bonne lecture

**Mamadou Bara GUEYE**

Directeur

# 1

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET RÉSILIENCE

**Face au défi du changement climatique, l'accès aux connaissances sur le climat et aux ressources financières constitue un facteur clé de renforcement de la résilience des économies nationales et des moyens d'existence durables des personnes vulnérables.**



L'accès à des connaissances scientifiques de qualité sur les projections climatiques futures ainsi que sur les risques qui leur sont associés, est une condition critique pour permettre aux décideurs régionaux, nationaux et locaux de mettre en place des politiques et des programmes résilients et durables face à ces défis.

En effet, les mutations induites par le changement climatique s'accompagnent d'une transformation du rôle de l'État et de l'émergence d'acteurs territoriaux régionaux, en amont de l'État comme à l'aval. Ces mutations entraînent également l'émergence de nouveaux besoins et modèles de financement des stratégies d'adaptation et d'atténuation qui placent les acteurs locaux, notamment les collectivités locales comme des acteurs clés dans la mobilisation et la gestion des ressources financières

Ainsi la centralité des questions liées à l'accès aux connaissances et à la recherche du modèle de financement adapté de financement de l'adaptation ont orienté les initiatives menées en 2015 par IED Afrique pour proposer des modèles pertinents pour le renforcement de la résilience des communautés.



## 1.1. Génération de connaissances et secteurs bras de levier

L'année 2015 a consacré la définition, de notre agenda de recherche pour les trois prochaines années, dans le cadre de notre programme Promouvoir la Résilience des Economies en Zones Arides (PRESA). Cet agenda est le résultat d'un processus itératif et participatif d'engagement des différents groupes de parties prenantes clés notamment les services techniques de l'Etat, les institutions de recherche, la société civile, le secteur privé et les organisations de producteurs.

Les thèmes de recherche retenus portent sur des secteurs dont le renforcement peut avoir un effet bras de levier sur le reste de l'économie. Ils présentent également une résonance pour l'ensemble des zones semi-arides ; permettant ainsi de les conduire dans différentes régions

En Afrique de l'Ouest nos équipes de recherche au Burkina Faso et au Sénégal, sont aujourd'hui engagés dans 6 projets de recherches sur les

thèmes de recherches prioritaires suivants :

- (i) Migrations futures ;
- (ii) Rôle des transferts de fond des migrants sur la résilience ;
- (iii) Impacts des changements climatiques, adaptation et opportunités pour les entreprises et les secteurs économiques (élevage et coton) ;
- (iv) Promotion d'un environnement favorable à l'engagement du secteur privé dans l'adaptation et le développement résilient au changement climatique ;
- (v) Gouvernance multi-échelle des zones semi-arides : implications pour la résilience climatique et le développement économique ;
- (vi) Gouvernance des ressources en eau.

### Promouvoir la Résilience des Economies en Zones Semi-Arides (PRESA)

En Afrique de l'Ouest, le projet est mis en place au Burkina Faso et au Sénégal

#### Objectif général

- Favoriser l'émergence et le développement d'économies équitables et résilientes au climat en zones semi-arides, grâce à la recherche et l'engagement soutenu des dirigeants d'entreprises, des décideurs gouvernementaux locaux et nationaux, de la société civile et des communautés économiques régionales.

#### Objectifs spécifiques

- développer une base de connaissances probantes sur l'impact du changement climatique sur les facteurs clés conditionnant la croissance économique des zones semi-arides, et inversement mettre en lumière la manière dont ces facteurs conditionnent la vulnérabilité au changement climatique;

- développer une base de connaissances probantes sur les risques posés à la croissance économique dans les zones semi-arides par des événements climatiques extrêmes, en particulier les sécheresses et les inondations;
- identifier les mécanismes politiques, d'investissement et de planification pour un développement inclusif résilient au climat et la croissance dans les zones semi-arides;
- accroître l'influence des initiatives et réseaux existants, à travers un processus de mobilisation et d'engagement des parties prenantes qui participe activement à la création de connaissances, renforce la crédibilité des utilisateurs de la recherche, et favorise l'adoption des résultats;
- soutenir l'émergence d'un nouvel ordre de chercheurs orientés vers les politiques axés sur le développement résilient au climat, et engagé avec les institutions clés du Sud.



## La stratégie PRESA

- Identification des gaps en matière de connaissances scientifiques sur les politiques d'adaptation au changement climatique et définition d'un programme de recherche pour combler ces gaps
- Mise en place de plateformes des parties prenantes clés pour informer notre agenda de recherche, et contribuer à la valorisation des résultats de recherche
- Recherche multi pays articulée autour d'un agenda de recherche comportant sept 6 thèmes pris en charge par des équipes pluridisciplinaires au Burkina Faso et au Sénégal ;
- Communication et diffusion de l'information pour faciliter l'appropriation des résultats de la recherche par les parties prenantes et leur mise en application



## Activités en 2015

### *Dans le domaine de la recherche*

Nous avons publié en 2015 les résultats plusieurs études exploratoires démarrées en 2014, pour mieux comprendre les contextes socioéconomiques et politiques de même que la prise en compte du changement climatique dans les politiques publiques au Burkina Faso et au Sénégal.

Une étude thématique sur les risques climatiques et leurs impacts dans les secteurs économiques clés a été publiée.

Des études thématiques sur le tourisme au Sénégal et sur l'impact des changements climatiques sur le secteur agricole au Burkina Faso ont été lancées

- Revue sur le contexte socioéconomique, politique et environnemental au Burkina Faso

[http://prise.odi.org/research/burkina-faso-country-situation-assessment/;](http://prise.odi.org/research/burkina-faso-country-situation-assessment/)

- Revue sur le contexte socioéconomique, politique et environnemental au Sénégal  
[http://prise.odi.org/research/senegal-country-situation-assessment/;](http://prise.odi.org/research/senegal-country-situation-assessment/)
- Revue thématique sur "gestion pratique des risques climatiques"  
[http://prise.odi.org/research/climate-risk-management/;](http://prise.odi.org/research/climate-risk-management/)
- Un numéro spécial du magazine AGRIDAPE sur le thème "Faire face aux risques climatiques"  
[http://iedafrique.org/IMG/pdf/SPECIAL\\_RISQUES\\_CLIMATIQUES.pdf.](http://iedafrique.org/IMG/pdf/SPECIAL_RISQUES_CLIMATIQUES.pdf)



### **Dans le domaine du développement de partenariat**

- La signature d'un protocole d'accord entre IED Afrique et le Laboratoire LERMIT de l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso. En sa qualité de partenaire de recherche pays, le LERMIT coordonnera la mise en œuvre de la recherche au Burkina Faso.
- Un protocole d'accord a également été conclu avec l'Agence Nationale pour l'Aviation Civile et le Météorologie (ANACIM) au Sénégal et un autre en cours de discussion avec la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC), point focal de les Conventions Cadre des Nations Unis sur les Changements Climatiques.

### **Dans le domaine de l'engagement des parties prenantes**

- Deux ateliers méthodologiques et de partage avec les parties prenantes du Burkina Faso et du Sénégal afin d'échanger sur l'agenda de recherche du projet PRESA pour les années à venir et enfin partager les différentes approches méthodologiques des projets.
- Deux vidéo conférences de partage et de renforcement des capacités avec les parties prenantes du Sénégal et du Burkina Faso

*« Les changements climatiques ont des effets néfastes aussi bien sur les ressources naturelles et les formes d'adaptation mais aussi des opportunités que les populations se doivent de saisir. Très souvent l'accent est porté sur les aspects négatifs et des solutions d'adaptation sont proposées mais peu de choses sont faites pour analyser les situations favorables qui peuvent offrir des opportunités à saisir. » Dr Joachim BONKOUNGOU, chercheur géographe.*



Grâce à la mise en œuvre du projet PRESA et son processus d'engagement des parties prenantes à travers surtout la mise en place d'une plateforme multi-acteurs au Sénégal, IED Afrique est devenu membre du Comité National sur les Changements Climatiques. En plus de l'apport des travaux réalisés sur l'analyse et la prise en compte dans les politiques publiques, de l'impact des changements climatiques sur le développement socio-économique au Sénégal dans l'élaboration des Contributions prévues déterminées au niveau national, cette collaboration avec le Comité a facilité la participation significative du projet PRESA à la COP21.

### **Dans le domaine de la diffusion de l'information**

- Production de quatre numéros de « Perspectives Résilience », le bulletin régional d'information du projet PRESA <http://iedafrique.org/Perspectives-Resilience-bulletin-d.html> ;
- Partage régulier d'informations sur les activités et résultats du projet sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, YouTube) et sur le site web d'IED Afrique.

Partenaire financier



à travers



## 1.2. Financement décentralisé et résilience face au changement climatique

La mise en œuvre des mesures d'adaptation exige des moyens financiers et technologiques très importants et demande des efforts soutenus et une solidarité de toute la communauté internationale.

C'est pourquoi, dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), un certain nombre de fonds ont été mis en place pour appuyer les initiatives en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Parmi ceux-ci on peut mentionner le Mécanisme de Développement Propre (MDP), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le fonds de l'adaptation, le Fonds Vert Climat.

Il existe plusieurs autres fonds mis en place dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale ; mais ils présentent un certain nombre de difficultés, notamment la complexité des conditions d'accès pour les populations locales et leur caractère centralisé ce qui limite leur impact.

C'est la raison pour laquelle le projet Décentralisation des Fonds Climat (DFC) entend faire de la collectivité locale la porte d'entrée de toute activité en matière de gestion de fonds climat et de planification pour la résilience.



### Décentralisation des Fonds Climat (DFC)

Le DFC est mis en œuvre au Mali et au Sénégal par un consortium dirigé par la Near Eastern Foundation (NEF) et comprenant l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et IED Afrique qui est chargé de coordonner le projet au Sénégal.

#### Objectifs

- Promouvoir des mécanismes décentralisés de planification et de financement fonctionnels dans les quatre départements de la région de Kaffrine pour soutenir des investissements en biens publics prioritaires par les communautés et qui renforcent leur résilience face au changement climatique ;
- Faciliter l'accès des communautés vulnérables de la région, à des financements innovants qui renforcent leur résilience face au changement climatique ;
- Produire et partager des données et leçons probantes sur l'efficacité des financements décentralisés

qui améliorent la résilience des communautés bénéficiaires ;

- Mettre en place des mécanismes et processus pour faciliter la prise en compte des résultats et des leçons apprises, dans les décisions prises par les décideurs locaux, nationaux et internationaux.

Le projet met en place un mécanisme qui offre aux collectivités locales le pouvoir discrétionnaire et la capacité de gérer le financement des investissements destinés à renforcer la résilience de leurs communautés et d'en assurer le suivi.

Il vise à promouvoir des réformes institutionnelles aux niveaux local et national afin de construire un mécanisme décentralisé fiable et efficace, reconnu et accepté, pour la canalisation des financements internationaux du climat vers les communautés et les collectivités territoriales.



*« Il est souhaitable que les questions de changements climatiques soient suffisamment développées dans les Plans communaux de développement (PCD) par exemple. Les plans actuels ne donnent pas une place suffisante aux questions de changements climatiques. Il est bon que les questions des changements climatiques soient traitées au niveau local. » OUEDRAOGO Saidou Eric, producteur agricole, membre du Conseil d'Administration de la Confédération Paysanne du Faso.*

## Activités en 2015

- L'organisation de plusieurs forums régionaux et départementaux de réflexion et de planification réunissant l'ensemble des communes et des autorités administratives et partenaires techniques ;
- La mise en place de Comités départementaux d'Adaptation (CDA) et d'un comité régional plus une formation sur leurs rôles et responsabilités ;
- Le développement de partenariat avec des structures nationales, notamment la signature de protocole avec le PNDL (Programme National de Développement Local) et ANACIM (Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie) et avec des radios communautaires de la région ;
- La mise en place d'une expérience de diffusion de l'information météorologique à travers l'organisation de foras départementaux et la mise en place et le suivi de quatre (4) champs tests en collaboration avec l'ANACIM dans le département de Kaffrine ;
- L'élaboration et la validation d'outils techniques et institutionnels de gestion des fonds climat : (i) le montage institutionnel et relations entre les acteurs ; (ii) le canevas de formulation de projet ; (iii) le cahier de procédures des Comités départementaux d'Adaptation ; (iv) les conditions d'éligibilité et les critères à remplir pour le projet DFC ; (v) le guide d'évaluation des projets ;
- La réalisation d'un rapport d'études participatives de vulnérabilité et de résilience face au changement climatique







## Défis émergents autour de la production des connaissances et l'accès au financement

- La mobilisation et l'engagement des parties prenantes clés du projet notamment le secteur privé et les organisations régionales et leur participation active dans la création de connaissances, l'adoption et l'utilisation des résultats des recherches.
- La prise en compte effective de la dimension genre dans la mise en œuvre du projet afin de rendre compte des impacts du changement climatique sur les groupes les plus vulnérables et les opportunités économiques qui s'offrent à eux.
- Etablir et maintenir une collaboration avec les structures nationales tels que le CSE (Centre de Suivi écologique), la DEEC (Direction de l'Environnement et des Etablissements classés), le PNDL (Programme national de Développement local), intervenant dans le domaine du changement climatique, dans l'accompagnement des collectivités locales.
- L'accès et l'utilisation des services climatiques pour l'adaptation des systèmes de production au changement climatique



Partenaire financier



à travers





**Dans un contexte global marqué par le changement climatique, une croissance de la demande en produits alimentaires, l'adoption de politiques et de pratiques agricoles durables constitue un pilier essentiel d'un développement économique inclusif et durable.**



La problématique de la sécurité alimentaire est au cœur des politiques publiques en Afrique de l'Ouest. Depuis la crise alimentaire de 2008, le monde a pris conscience des risques associés à une très forte dépendance sur les marchés extérieurs pour l'approvisionnement en produits alimentaires de base. Cette prise de conscience s'est traduite par une augmentation des investissements publics et privés dans l'agriculture, qui malheureusement s'accompagne souvent d'une pression de plus en plus forte sur les ressources foncières ainsi que l'introduction de pratiques agricoles intensives très dépendantes de l'utilisation d'intrants nuisibles à la santé et à l'environnement.

Face à ces risques des organisations font la promotion des pratiques d'agriculture durable notamment l'agro-écologie qui s'appuie sur des principes de respect de la bonne santé des sols qui a des effets bénéfiques pour les plantes, les animaux et les hommes. IED Afrique et ses partenaires du réseau *AgriCultures* pensent qu'il est possible de développer des pratiques agricoles qui combinent performance économique et durabilité environnementale



## 2.1. Pour une transition agroécologique en Afrique

L'Afrique subsaharienne, par la richesse de ses reliefs, la diversité de ses écosystèmes, sa démographie et son histoire, est une zone où l'agriculture occupe une place très importante. En effet, pour les millions de personnes vivant dans cette zone, l'agriculture est au cœur de nombreux défis et se trouve à l'interface de multiples enjeux au rang desquels la sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement, la production énergétique, le développement économique en zones rurales, etc.

Après les remarquables résultats de l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAA 2014), qui a reconnu le rôle fondamental de

l'agriculture familiale dans la sécurité alimentaire, le plaidoyer et l'engagement des agriculteurs familiaux, des chercheurs, des organisations de la société civile et des décideurs en faveur de la transition agro-écologique en Afrique s'est traduit par l'organisation du premier symposium panafricain sur l'agroécologie à Dakar les 5 et 6 Novembre 2015 sous l'initiative de la FAO.

Dès lors, face à l'appel du monde rural, il est clair que les Etats doivent engager davantage de ressources pour le développement et la mise à l'échelle des pratiques agroécologiques.

*« Les petits exploitants ont été les pionniers de l'agroécologie. Ils ont mis en œuvre des solutions pour contrer les effets des changements climatiques. Nous devons nous rendre auprès des communautés pour nous imprégner de leurs connaissances et voir comment nous pouvons les mettre à l'échelle, car il s'agit de technologies relativement bon marché qui résolvent les vrais problèmes auxquels nous faisons face. (...) Cette rencontre devrait déboucher sur un véritable engagement des Etats envers l'agroécologie. » - Ibrahima Coulibaly, Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP, Mali)*

### Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE)

Le programme AGRIDAPE est mis en œuvre depuis 12 ans dans le cadre du réseau AgriCultures Network dont le secrétariat exécutif est assuré par ILEIA basé au Pays-Bas.

Son objectif est de promouvoir une agriculture familiale durable à travers la diffusion à grande échelle des bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable et le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des exploitations familiales dans les choix politiques.

La mise en œuvre du projet s'appuie sur la documentation des bonnes pratiques agricoles et le réseautage des acteurs de l'agriculture durable en Afrique francophone et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences à travers la revue AGRIDAPE. Cette revue compte aujourd'hui près de 6000 abonnés et est lu dans 61 pays.

AGRIDAPE est l'édition Afrique francophone du magazine Farming Matters, co-publiée avec ILEIA. Elle partage des informations relatives à l'innovation paysanne, à l'utilisation optimale des ressources locales, des procédés naturels, mais aussi à l'utilisation maîtrisée

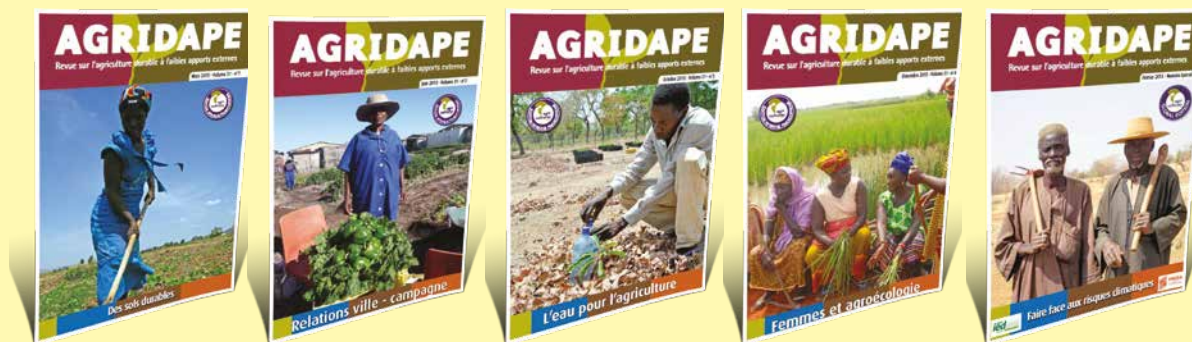
d'intrants pour la production agricole pour une résilience des communautés paysannes. L'agroécologie représente un thème central du programme et elle est considérée comme la solution pour une agriculture résiliente au changement climatique et génératrice de richesse pour les ménages paysans.





## Activités en 2015

- Publication de cinq numéros du magazine AGRIDAPE



- Le Réseau AgriCultures est une plateforme internationale qui promeut l'agriculture familiale et l'agro-écologie. IED Afrique fait partie des membres fondateurs. En 2015 la rencontre annuelle du réseau s'est tenue au Brésil et a été l'occasion de réfléchir sur la nouvelle stratégie du réseau pour les 5 prochaines années ;
- IED Afrique est également membre de Inter-Réseaux ; très actif dans la génération et le partage des savoirs autour de l'agriculture familiale en Afrique. Le réseau facilite les échanges d'expériences et l'apprentissage mutuel entre ses membres. Dans ce cadre plusieurs mises en relations autour de thématiques communes ont eu lieu en 2015 ;

### Plaidoyer en faveur de l'agroécologie

IED Afrique continue de marquer sa disponibilité et son engagement dans les actions collectives transformatrices.

En Novembre 2015, IED Afrique a joué un rôle important dans la préparation et l'animation du forum africain sur l'agro-écologie organisé par la FAO à Dakar. L'objectif de cette rencontre était de renforcer les actions de plaidoyer conduites par les Organisations de développement en vue de contribuer à l'évolution des politiques, des programmes et des investissements publics qui sont en faveur de l'agro écologie et de la souveraineté alimentaire. Cet événement a été l'occasion pour partager la revue AGRIDAPE mais également de renforcer le réseau de lecteurs et de contributeurs.

### Défis émergents

- Malgré la reconnaissance du rôle central joué par les exploitations familiales dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, on observe toujours la prolifération de politiques alimentaires et agricoles favorables à la modernisation de l'agriculture via une production commerciale à grande échelle, souvent pour des cultures d'exportation reposant presque essentiellement sur des intrants externes. Dans un tel contexte, quel engagement de la société civile, quelles politiques et quelles mesures institutionnelles sont nécessaires pour faciliter une grande transition agroécologique à faible apports externes en Afrique ?
- De plus en plus, agriculteurs et chercheurs collaborent pour renforcer les opportunités de co-création de connaissance en agroécologie. Cette alliance a souvent généré de bons résultats notamment en contribuant à l'amélioration de la productivité agricole et au développement de l'innovation. Aujourd'hui, la gestion des savoirs en agroécologie, à travers la mise en place de plateformes d'apprentissage apparaît de plus en plus comme une nécessité pour permettre aux acteurs du monde rural de partager leurs expériences et de diffuser les innovations.
- Face aux nombreux défis posés par les pertes post-récolte, qui contrastent avec une demande de plus en plus importante en produits biologiques, la création de marchés locaux pour les produits agroécologiques est une question urgente, tant elle permettrait de créer des opportunités économiques pour les jeunes, les incitant ainsi à rester dans leurs communautés

Partenaire financier



## 2.2. Co-formulation de solutions pour un conseil agricole inclusif et efficace dans le bassin de l'Anambé

Le conseil agricole représente un ensemble de services d'information et de conseil dont les producteurs et d'autres acteurs du monde rural ont besoin et qu'ils demandent dans le cadre du développement agricole et rural. Parmi les services que regroupe le conseil agricole, on peut citer : (i) la diffusion d'information sur les technologies, la nouvelle recherche, les marchés, les services d'intrants et financiers, le climat... ; (ii) le renforcement des capacités et le soutien pour le développement institutionnel et organisationnel ; (iii) l'établissement de liens entre les organisations de producteurs et les acteurs/opérateurs du marché ; (iv) la médiation en cas de conflits sur les ressources naturelles, la terre, etc.

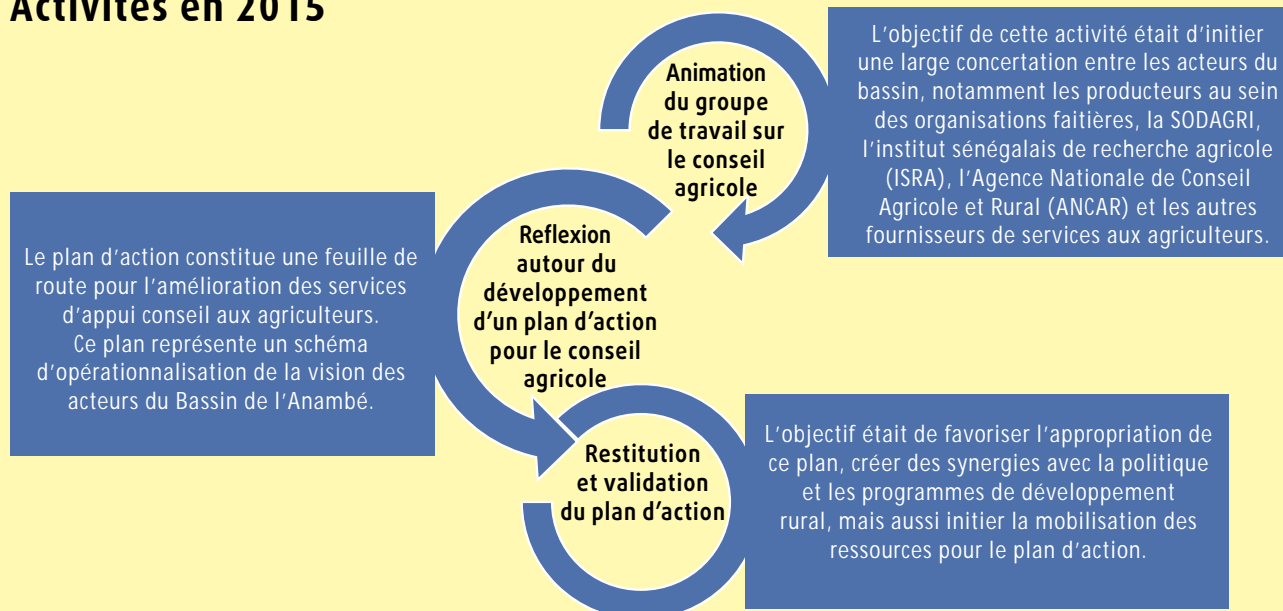
Depuis 2014, IED Afrique intervient dans le bassin de l'Anambé (situé en Haute-Casamance dans la région de Kolda au Sud du Sénégal), en appui à la Global Water Initiative (GWI) et à la Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI) dans la vulgarisation des

Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS) par des conseils ruraux afin de faciliter l'appropriation et l'application des POAS par les populations locales. Le projet est mis en œuvre par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) Sénégal et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)

À la suite de l'autoévaluation du dispositif de conseil agricole dans le périmètre de l'Anambé, le défi pour la GWI était de favoriser l'interaction entre les différents acteurs du Bassin de l'Anambé pour la formulation de solutions endogènes et inclusive pour le système d'appui conseil. C'est ainsi qu'un groupe de réflexion a été mis en place.

Cette démarche a abouti à l'élaboration d'un plan d'action pour l'amélioration du conseil agricole autour du périmètre aménagé de l'Anambé, qui est le fruit d'une concertation de l'ensemble des acteurs du bassin regroupés dans le cadre d'un groupe de travail animé par la GWI.

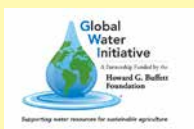
### Activités en 2015



### Résultats

- Organisation de 3 sessions du groupe de travail
- Analyse et identification des axes d'intervention du conseil agricole dans le bassin de l'Anambé
- Développement d'un plan d'action pour le conseil agricole
- Organisation d'un atelier national pour le partage et la validation du plan d'action

Partenaire de mise en œuvre





**La crise alimentaire de 2007-2008 a été un révélateur de la vulnérabilité des systèmes d'approvisionnement en produits alimentaires jusque-là en vigueur. Elle a été un des facteurs déterminants de la ruée vers les terres en Afrique. C'est pourquoi aujourd'hui plus que jamais, la mise en place de systèmes de gouvernance foncière inclusive et responsable est une urgence si on veut limiter les risques de ce phénomène sur la durabilité des systèmes alimentaires ruraux africains.**



Les pays du Sahel sont confrontés à plusieurs défis complexes, notamment l'urbanisation rapide, la demande croissante en ressources naturelles, l'insécurité de l'approvisionnement en aliments, en eau et en énergie pour une population en croissance, le tout dans un contexte de changement climatique. En outre, on assiste depuis quelques années à une ruée vers les terres agricoles du Sud accentuant ainsi la compétition sur les ressources foncières. Cette situation a permis de mettre à jour les insuffisances des instruments et mécanismes de la gouvernance foncière dans le Sahel et en particulier au Sénégal.

Pour apporter une réponse positive à cette situation, IED Afrique, avec l'appui financier du CRDI et l'appui technique de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED), met en œuvre un projet régional de recherche-action sur la gouvernance foncière dans trois pays (Cameroun, Ghana et Sénégal). Les réponses

proposées s'articulent autour de trois piliers : (1) renforcer les capacités des acteurs à travers la conception et la mise en place d'instruments et/ou de mécanismes de redevabilité qui permettraient d'améliorer la gouvernance foncière ; (2) protéger les groupes (exploitations familiales, agropasteurs, femmes, etc.) les plus vulnérables ; et (3) de favoriser l'équité dans l'accès à la terre et d'assurer la gestion durable des terroirs et des ressources foncières au niveau local.

Par ailleurs, dans le domaine de la promotion des mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique, le renouvellement du partenariat entre IED Afrique et la Banque Mondiale, dans le cadre du démarrage de la deuxième session en Afrique Francophone du Cours en ligne sur les Mécanismes de Contrôle Citoyen et de Responsabilité Sociale, confirme l'engagement de l'institution en faveur de la promotion des mécanismes de bonne gouvernance.

### 3.1. Mécanismes de reddition des comptes dans la gouvernance foncière

La ruée vers les terres agricoles en Afrique amplifie les tensions sociales et met en exergue des lacunes en matière de gouvernance foncière, notamment sur la participation citoyenne, la responsabilisation et la redevabilité des institutions publiques.

Le phénomène des acquisitions de terres à grande échelle (ATGE) pose beaucoup de défis liés à l'aggravation de la précarisation des conditions de vie des populations les plus vulnérables, en particulier des femmes et des enfants ; la menace sur la sécurité alimentaire ; la détérioration des ressources naturelles.

Les réponses proposées par le projet «mécanismes de reddition des comptes dans le contexte de la ruée mondiale vers les terres » portent sur le renforcement des capacités des acteurs à travers la conception et la mise en place d'instruments et/ou de mécanismes de redevabilité qui permettraient d'améliorer la gouvernance foncière, en protégeant les groupes (exploitations familiales, agro-pasteurs, femmes, etc.) les plus vulnérables et de favoriser l'équité dans l'accès à la terre et d'assurer la gestion durable des terroirs et des ressources foncières au niveau local.



#### Mécanismes de reddition des comptes dans la gouvernance foncière

Un projet de recherche-action collaborative de trois années pour améliorer la redevabilité dans la gouvernance foncière au Ghana, au Cameroun et au Sénégal.

##### Objectif global

L'objectif de ce projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté et rendre les moyens d'existence durables à travers la sécurisation des droits fonciers au niveau local et l'amélioration de la redevabilité dans les investissements agricoles grâce au renforcement des outils de gouvernance foncière.

##### Objectifs spécifiques

Le projet cherche à atteindre cet objectif global à travers trois objectifs spécifiques que sont

- Faire l'état des connaissances sur les forces et faiblesses du cadre légal dans la régulation des acquisitions foncières à grande échelle, et dans les stratégies de responsabilisation légale pour améliorer la redevabilité dans les processus d'investissement ;
- Mettre en œuvre un processus de recherche action pour tester des outils de renforcement de capacités pour améliorer la redevabilité dans les investissements agricoles en prenant en compte les investisseurs privés ;
- Mettre en place les bases du changement de politique dans les politiques et les pratiques à travers la prise en compte des résultats de la recherche et une réplique des outils tester par le projet.



## Activités en 2015

- Une analyse du cadre légal pour renforcer l'état de connaissance à la lumière des directives volontaires de la FAO.
- La mise en place de groupes d'apprentissage et de dialogue appuyés par une équipe de 15 animateurs fonciers formés sur les principes de la gouvernance foncière et les techniques de plaidoyer
- La production de supports de plaidoyer dont un film d pour amplifier la voix des femmes dans la gouvernance foncière pour une plus grande prise en compte de la sexospécificité dans la gouvernance foncière ;
- la réalisation de portraits de femmes leaders dans la gouvernance foncière a été réalisée.
- L'organisation de débats interactifs à travers les radios communautaires
- La participation dans les activités du CRAFS pour articuler une position commune à verser dans la réflexion menée par la commission nationale de réforme foncière (CNRF)

## Intégration de nouveaux réseaux

- Au sein du Collectif de Réflexion et d'Action sur le Foncier (CRAFS) plusieurs initiatives ont été organisées notamment pour articuler les positions de la société civile sénégalaise par rapport au processus de réforme foncière. Ce cadre est également un espace pour partager et enrichir nos expériences respectives ;
- IED Afrique a été membre du comité préparatoire du forum international 2015 organisé par le International Land Coalition (ILC) au Sénégal, composé entre du CICODEV, de l'IPAR, de ENDA Pronat, du CNCR, de OXFAM et de la CNRF. A l'occasion de l'Assemblée Générale de ILC organisée en marge du forum, IED Afrique a été acceptée comme membre de ILC.



Partenaire financier



## 3.2. Cours en ligne sur le Contrôle citoyen de l'action publique

IED Afrique, en partenariat avec l'Institut de la Banque mondiale, a lancé en 2015 la deuxième session du cours en ligne sur les Mécanismes de Contrôle Citoyen et de Responsabilité Sociale. Cette deuxième session ouverte à tous les pays d'Afrique Francophone, vient consolider les initiatives déjà menées antérieurement par les deux institutions

dans le cadre de la promotion des mécanismes de bonne gouvernance.

En effet, la mise en place de mécanismes effectifs de contrôle citoyen de l'action publique contribue au renforcement de la qualité des services publics et par conséquent à l'amélioration des conditions de vies des populations vulnérables.



The screenshot shows a web interface for an online course. At the top, there is a navigation bar with 'Accueil', 'Mes cours', 'Governance', and 'SA Tools FR'. On the left, there are two main sections: 'Liens' (with 'Discussions en ligne', 'Calendrier', 'Participants') and 'Réglages' (with 'Administration du cours', 'Activer le mode édition', 'Utilisateurs', 'Rapports', 'Notes', 'Badges', 'Importation', 'Contenu commercial', and 'Réglages de mon profil'). The central area features a large image of a parliament or assembly hall with the title 'Outils de responsabilisation sociale' overlaid. Below the image, a welcome message reads: 'Bienvenue sur le cours en ligne « controle citoyen de l'action publique ». Ce cours est dispensé dans le cadre du programme d'apprentissage sur la gouvernance responsable de l'Institut de la Banque mondiale. Ce programme comporte des cours sur la théorie, les'. On the right, there is a 'Présentation' section with a 'Start presentation' button and two PDF download options: 'Résumé' and 'Texte de la présentation'.

### Quelques modalités pratiques

#### Public cible et objectifs

Ce cours est destiné aux membres des organisations de la société civile, aux élus locaux, aux représentants des services techniques de l'Etat, aux chercheurs en Afrique Francophone avec pour objectif de renforcer leur participation à la bonne gouvernance dans la fourniture des services publics.

#### Contenu et structure du cours

Le cours porte sur quatre mécanismes notamment (1) le cadrage budgétaire, (2) le budget participatif, (3) les enquêtes de suivi des dépenses publiques et (4) le suivi de la performance dans la fourniture de services publics.

Ces modules font actuellement l'objet d'application dans des contextes institutionnels (Etat, société civile, secteur privé, collectivités locales, etc.) et géographiques différents (Europe, Asie, Afrique, Amérique) ; ce qui offre de réelles opportunités d'apprentissage mutuel.

Chaque module comporte des présentations, de la documentation de référence, des exercices le tout en interaction avec un modérateur choisi sur la base de sa bonne maîtrise conceptuelle et pratique du mécanisme de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP).

### Quelques résultats

- Plus de 200 demandes de participation
- Environ 100 participants retenus
- 20 pays couverts par le cours.

Partenaire financier





**La communication pour le développement apparaît aujourd’hui comme l’un des moyens les plus importants pour non seulement répondre à cet objectif de partage et d’apprentissage, mais aussi, pour étendre l’accès aux informations sur les enjeux globaux et permettre aux individus d’acquérir les connaissances et les capacités nécessaires pour agir sur les décisions qui affectent leur vie.**



### Quelques mots sur la stratégie de IED Afrique

La communication pour IED Afrique se présente dès lors comme un axe transversal à tous les projets et programmes intégrant des processus sociaux et participatifs, orientés par les partenaires, faisant appel à une large gamme d’outils et de méthodes. L’institution s’appuie aussi bien sur les outils de communication traditionnels et adaptés aux réalités locales - notamment les radios communautaires - que sur les opportunités offertes par les technologies de l’information et de la communication (réseaux

sociaux, plateforme web d’information et de dialogue, etc.) pour renforcer le partage des connaissances et des compétences et susciter le changement à différents niveaux.

IED Afrique capitalise également une grande expérience dans la documentation et la production de supports (magazine, rapports, fiche d’information, policy brief, etc.) pour renforcer le plaidoyer, orienter l’élaboration des politiques, la discussion et l’apprentissage en vue de changements significatifs et durables.

### Activités en 2015

#### *Diffusion de l’information*

A travers la production et diffusion de bulletins d’information sur la mise en œuvre des projets. Ces supports incluent « Perspectives Résilience » produit dans le cadre du PRESA et LandAfrica bulletin sur les activités et connaissances générées dans le cadre de la mise en œuvre du projet sur la promotion des mécanismes de reddition des comptes dans le contexte de la ruée mondiale vers les terres.

Les réseaux sociaux (notamment Facebook, Twitter et YouTube) ont également été fortement utilisés pour le partage d’information sur les activités de IED Afrique et la participation à des débats internationaux en ligne.

#### *Partage de connaissances et apprentissage*

En 2015, plusieurs processus de génération de connaissances ont été initiés, alliant la recherche scientifique à la documentation et capitalisation d’expériences pratiques mise en œuvre par les communautés et acteurs du développement.



On peut lister à titre d'exemple la production de deux revues pays sur la situation socio-économique, politique et environnemental au Burkina Faso et au Sénégal, dans un contexte de changement climatique; une revue thématique régionale sur « la gestion pratique des risques climatiques » ; cinq numéros du magazine AGRIDAPE.

### ***Renforcement du dialogue entre les acteurs***

Au Burkina Faso et au Sénégal, des plateformes nationales d'engagement des parties prenantes ont été mises en place pour catalyser les échanges entre acteurs du développement et décideurs. Au niveau local, des espaces de dialogue communautaire ont également été mis en place pour garantir la participation des communautés à la prise de décision.

### ***Plaidoyer et influence de la décision***

La mise en œuvre du plaidoyer pour influencer les décisions repose à la fois sur la vision de l'institution à savoir la réalisation d'un développement équitable et durable et les messages clés qui en découlent. De nombreux acteurs parmi les parties prenantes sont mobilisés comme relais et personnes ressources pour garantir la diffusion et l'appropriation de la vision de IED Afrique par les décideurs.

## **Défis émergents pour la communication**

- Le renforcement des capacités et opportunités de plaidoyer et de mobilisation sociale pour accroître le pouvoir d'influence des décideurs

- (publiques et privés) et des leaders d'opinion à tous les niveaux (local, national et international) ;
- La durabilité des plateformes de dialogue créées par IED Afrique pour renforcer la concertation entre les parties prenantes sur les enjeux globaux. Il apparaît également important de trouver des synergies entre les plateformes créées dans les cadres des projets et celles existantes au niveau national pour éviter les doublons ;
- Le démarrage d'un cycle de publication thématique couvrant les principaux aspects de la mise en œuvre des projets de IED Afrique, y compris des contributions sur des thématiques faisant débat (foncier, genre, changement climatique, développement rural, l'accès aux financements, l'entrepreneuriat rural, etc.) ;
- Le renforcement des relations avec les médias (radios et télévisions au niveau national) disposant de programmes sur les questions environnementales, offrant ainsi une opportunité pour une large couverture médiatique des activités de IED Afrique ;
- Le développement/renforcement du partenariat avec les universités et les centres de formation pour le partage des publications et aussi participer au débat lors des activités universitaires ;
- L'amélioration et le suivi du système d'archivage et de distributions des publications d'IED Afrique (aussi bien en ligne qu'en version dure) afin de garantir une bonne vulgarisation des publications et la mémoire institutionnelle.



### Rapport d'étude



Revue pays Sénégal

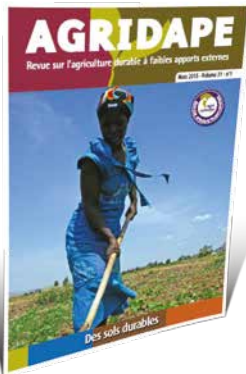


Revue pays Burkina Faso



Revue thématique :  
« Gestion pratique des risques climatiques »

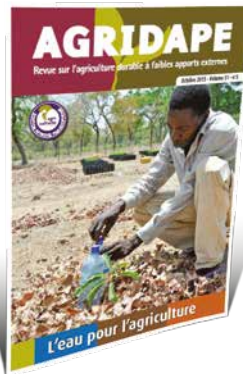
### AGRIDAPE



Des sols durables



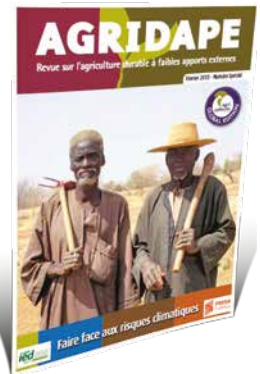
Relations ville-campagne



L'eau pour l'agriculture



Femmes et agroécologie



Faire face aux risques climatiques

### Newsletters



Perspectives Résilience

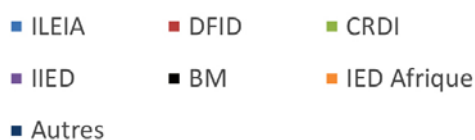
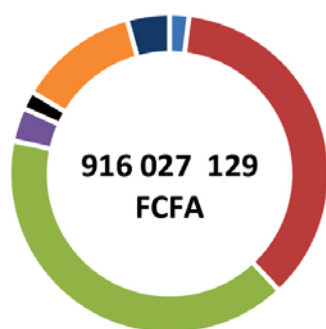


LandAfrica

### Film

<https://www.youtube.com/watch?v=0Jnck8P1t8o&feature=youtu.be>

### Répartition du budget selon les sources de financement



#### Légende

**ILEIA** : International Centre for Low External Input Agriculture (Pays Bas)

**DFID** : Department for International Development (Royaume Uni)

**CRDI** : Centre de Recherches pour le Développement International (Canada)

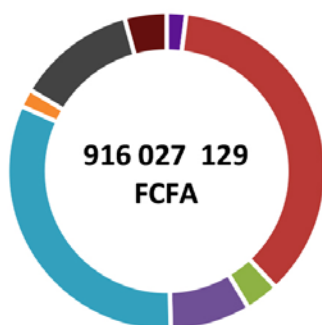
**IIED** : International Institute for Environment and Développement (Royaume Uni)

**BM** : Banque Mondiale (Internationale)

**IED Afrique** : Innovation, Environnement et Développement en Afrique

**Autres :**

### Répartition du Budget selon les projets



#### Légende

**AGRIDAPE** : Agriculture Durables à Faibles Apports Externes

**DFC** : Décentralisation des Fonds Climat

**GLI** : Gender and Land Investment

**MRCGF** : Mécanismes de Réddition des Comptes pour la Gouvernance Foncière

**PRESA** : Promouvoir la Résilience des Economies en Zones Semi-Arides

**ELSAC** : E-Learning on Social Accountability

**FDI** : Fonds de Développement Institutionnel

**Autres :** Autres



# EQUIPE



**Mamadou Bara GUEYE**  
Directeur



**Maïmouna Dieng LAGNANE**  
Responsable Administrative  
et Financière



**Mamadou FALL**  
Chargé de programme



**Dr Cheikh Tidiane WADE**  
Coordonnateur de  
Programme



**Lancelot SOUMELONG  
EHODE**  
Chargé de Communication



**Dr Mamadou DIOP**  
Chercheur associé



**Youssouf MANGASSY**  
Assistant Administratif et  
Financier



**Cheikh Tidiane SALL**  
Coordonnateur de  
Programme



**Momath Talla NDAO**  
Assistant de Programme



**Papa Souleymane  
KOULIBALY**  
Assistant de Programme



**Diadji NDIAYE**  
Animateur



**Souleymane CISSÉ**  
Ingénieur d'Etat en  
Développement Agricole et Rural



**Sokhna DIENG**  
Animatrice



**Hamedine DIOUF**  
Animateur



**Cheikh BAKHOUM**  
Assistant Administratif et  
Financier



**Ndeye Fatou ATHIE**  
Technicienne de surface

## REMERCIEMENTS

IED Afrique exprime sa gratitude à tous ses partenaires financiers pour leur appui tout au long de la mise œuvre de ses différents projets et programmes. Elle se félicite également de la collaboration avec ses partenaires techniques.







## **GOVERNANCE ET RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE**



24, Sacré Cœur III - BP 5579 Dakar Fann - SENEGAL



Téléphone : (221) 33 867 10 58 - Télécopie : (221) 33 867 10 59



Courriel : [contact@iedafrique.org](mailto:contact@iedafrique.org)

